

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2016 B 09175

Numéro SIREN : 379 455 231

Nom ou dénomination : HOLDING DE RESTAURATION CONCEDEE

Ce dépôt a été enregistré le 01/06/2022 sous le numéro de dépôt 14533



KPMG AUDIT IS
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 98 29
Site internet : www.kpmg.fr

Holding de Restauration
Concédée
Société par Actions Simplifiée
Rapport du commissaire aux comptes sur les
comptes annuels

Exercice clos le 30 septembre 2021
Holding de Restauration Concédée
Société par Actions Simplifiée
9-11 allée de l'Arche - 92032 Paris La Défense Cedex

KPMG Audit IS,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Limited, une société de droit anglais
(« private company limited by guarantee »).

Société par actions simplifiée
inscrite à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles et du Centre.

Siège social :
KPMG Audit IS
Tour Eqho
2 avenue Gambetta
92066 Paris la Défense Cedex
Capital : 200 000 €.
Code APE 6920Z
512 802 653 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 96 51 28 02 653



KPMG AUDIT IS
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 98 29
Site internet : www.kpmg.fr

Holding de Restauration Concédée Société par Actions Simplifiée

Siège social : 9-11 allée de l'Arche - 92032 Paris La Défense Cedex

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 septembre 2021

A l'attention de l'Associée unique,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre décision, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Holding de Restauration Concédée relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} octobre 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne l'évaluation des titres de participations et des immobilisations corporelles.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Associée unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



Holding de Restauration Concédée
Société par Actions Simplifiée
Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
31 janvier 2022

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 31 janvier 2022

KPMG Audit IS

Eric Amato
Associé

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l’entreprise : SAS HOLDING DE RESTAURATION CONCEDEE										Durée de l’exercice exprimée en nombre de mois* 12			
Adresse de l’entreprise 9-11 Allée de l'Arche 92032 PARIS LA DEFENSE CEDEX										Durée de l’exercice précédent* 12			
Numéro SIRET* 3 7 9 4 5 5 2 3 1 0 1 1 7 1										Néant ☐ *			
									Exercice N clos le, 30092021		N-1 30092020		
									Net 3		Net 4		
Capital souscrit non appelé (I)			AA										
ACTIF IMMOBILISÉ*	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d’établissement *		AB				AC					
		Frais de développement *		CX				CQ					
		Concessions, brevets et droits similaires		AF	9 041 079			AG	7 387 658			1 653 421 2 093 933	
		Fonds commercial (1)		AH	1 200 000			AI	1 086 915			113 084 170 788	
		Autres immobilisations incorporelles		AJ	245 000			AK	97 936			147 063 168 488	
		Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles		AL				AM					
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains		AN				AO					
		Constructions		AP	53 560 514			AQ	23 095 655			30 464 858 32 635 324	
		Installations techniques, matériel et outillage industriels		AR	28 869 133			AS	18 567 967			10 301 165 10 681 745	
		Autres immobilisations corporelles		AT	99 829 075			AU	50 165 390			49 663 685 49 490 466	
		Immobilisations en cours		AV	3 517 855			AW	9 952			3 507 903 10 242 969	
		Avances et acomptes		AX				AY					
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence		CS				CT					
		Autres participations		CU	210 368 301			CV	42 530 670			167 837 631 85 073 148	
		Créances rattachées à des participations		BB	1 736			BC	1 736			8 497	
		Autres titres immobilisés		BD				BE					
		Prêts		BF				BG					
		Autres immobilisations financières*		BH	316 109			BI	316 109			22 321	
TOTAL (II)			BJ	406 948 806			BK	142 942 146			264 006 659 190 587 683		
ACTIF CIRCULANT	STOCKS *	Matières premières, approvisionnements		BL	1 220 582			BM	1 220 582			1 180 931	
		En cours de production de biens		BN				BO					
		En cours de production de services		BP				BQ					
		Produits intermédiaires et finis		BR				BS					
		Marchandises		BT	1 020 814			BU	1 020 814			1 026 651	
	CRÉANCES	Avances et acomptes versés sur commandes		BV	7 740			BW	7 740			2 696	
		Clients et comptes rattachés (3)*		BX	2 242 743			BY	449 199			1 793 544 3 437 016	
		Autres créances (3)		BZ	9 970 644			CA	9 970 644			7 740 165	
	DIVERS	Capital souscrit et appelé, non versé		CB				CC					
		Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)		CD				CE					
		Disponibilités		CF	1 974 680			CG	1 974 680			2 292 242	
	Comptes de régularisation	Charges constatées d’avance (3)*		CH	197 964			CI	197 964			216 349	
TOTAL (III)		CJ	16 635 170			CK	449 199			16 185 971 15 896 053			
Frais d’émission d’emprunt à étaler (IV)		CW	1 606 210					1 606 210					
Primes de remboursement des obligations (V)		CM											
Ecart de conversion actif* (VI)		CN											
TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)		CO	425 190 188			1A	143 391 346			281 798 842 206 483 737			
Renvois : (1) Dont droit au bail :						(2) part à moins d'un an des immobilisations financières nettes :			CP	(3) Part à plus d’un an CR			
Clause de réserve de propriété :*		Immobilisations :					Stocks :					Créances :	

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l’entreprise					SAS HOLDING DE RESTAURATION CONCEDEE		Néant		*		
							Exercice N		Exercice N – 1		
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : 5 310 457.....)						DA	5 310 457	5 310 457		
	Primes d’émission, de fusion, d’apport, ...						DB	10 000 137	47 284 151		
	Ecarts de réévaluation (2)* (dont écart d’équivalence				EK	)	DC				
	Réserve légale (3)						DD	2 871 209	2 871 209		
	Réserves statutaires ou contractuelles						DE				
	Réserves réglementées (3)*				(	Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours	B1	)	DF		
	Autres réserves				(	Dont réserve relative à l’achat d’oeuvres originales d’artistes vivants*	EJ	)	DG		41 000 005
	Report à nouveau						DH	(483 697)	4		
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)						DI	(8 634 117)	(78 284 019)		
	Subventions d’investissement						DJ	1 636 930	1 858 809		
	Provisions réglementées *						DK				
	TOTAL (I)						DL	10 700 918	20 040 618		
	Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs						DM			
Avances conditionnées						DN					
TOTAL (II)						DO					
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques						DP	8 876 326	2 957 436		
	Provisions pour charges						DQ	3 638 828	3 714 703		
	TOTAL (III)						DR	12 515 154	6 672 140		
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles						DS				
	Autres emprunts obligataires						DT				
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)						DU	137 749 307	175 995		
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs				EI	)	DV	82 335 970	136 100 696		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours						DW	20 246			
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés						DX	13 974 663	17 759 626		
	Dettes fiscales et sociales						DY	18 702 744	15 504 238		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés						DZ	4 778 088	8 199 226		
	Autres dettes						EA	1 021 747	2 031 194		
Compte régul.	Produits constatés d’avance (4)						EB				
	TOTAL (IV)						EC	258 582 769	179 770 978		
	Ecarts de conversion passif* (V)						ED				
	TOTAL GÉNÉRAL (I à V)						EE	281 798 842	206 483 737		
RENVOIS	(1)	Écart de réévaluation incorporé au capital					1B				
	(2)	Dont	{	Réserve spéciale de réévaluation (1959)		1C					
				Ecart de réévaluation libre		1D					
				Réserve de réévaluation (1976)		1E					
	(3)	Dont réserve spéciale des plus–values à long terme *					EF				
	(4)	Dettes et produits constatés d’avance à moins d’un an					EG	119 722 612	179 770 978		
(5)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP					EH	504 932	93 360			

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l’entreprise : SAS HOLDING DE RESTAURATION CONCEDEE								Néant	*	
			Exercice N					Exercice (N – 1)		
			France		Exportations et livraisons intracommunautaires		Total			
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises*		FA	19 709 481	FB		FC	19 709 481	17 958 526	
	Production vendue { biens * services *		FD		FE		FF			
			FG	74 376 092	FH		FI	74 376 092	91 011 755	
	Chiffres d’affaires nets *		FJ	94 085 573	FK		FL	94 085 573	108 970 281	
	Production stockée*						FM			
	Production immobilisée*						FN			
	Subventions d’exploitation						FO	1 825 964	19 163	
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges* (9)						FP	2 318 656	458 865	
	Autres produits (1) (11)						FQ	589 599	563 628	
	Total des produits d'exploitation (2) (I)						FR	98 819 794	110 011 939	
	CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)*						FS	9 963 017	8 996 821
Variation de stock (marchandises)*						FT	5 836	226 257		
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)*						FU	16 190 367	20 427 218		
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*						FV	(39 650)	199 227		
Autres achats et charges externes (3) (6 bis)*						FW	24 187 596	24 922 283		
Impôts, taxes et versements assimilés*						FX	1 891 518	2 627 381		
Salaires et traitements*						FY	23 899 511	28 828 812		
Charges sociales (10)						FZ	7 503 366	8 753 926		
DOTATIONS D'EXPLOITATION		Sur immobilisations { – dotations aux amortissements* – dotations aux provisions*						GA	17 537 079	18 222 710
								GB		
		Sur actif circulant : dotations aux provisions*						GC	298 201	176 413
		Pour risques et charges : dotations aux provisions						GD	463 884	335 690
Autres charges (12)						GE	12 472 105	14 362 568		
Total des charges d'exploitation (4) (II)						GF	114 372 836	128 079 311		
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)						GG	(15 553 042)	(18 067 371)		
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée* (III)						GH			
	Perte supportée ou bénéfice transféré* (IV)						GI			
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)						GJ	1 736	8 497	
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l’actif immobilisé (5)						GK			
	Autres intérêts et produits assimilés (5)						GL	26 688		
	Reprises sur provisions et transferts de charges						GM	18 997 444	105 114	
	Différences positives de change						GN	3 671	691	
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						GO			
	Total des produits financiers (V)						GP	19 029 542	114 304	
CHARGES FINANCIERES	Dotations financières aux amortissements et provisions*						GQ	4 430 897	51 547 935	
	Intérêts et charges assimilées (6)						GR	7 904 003	8 246 676	
	Différences négatives de change						GS	3 280	1 590	
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						GT			
	Total des charges financières (VI)						GU	12 338 181	59 796 202	
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)						GV	6 691 361	(59 681 898)		
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)						GW	(8 861 681)	(77 749 270)		

Désignation de l’entreprise										SAS HOLDING DE RESTAURATION CONCEDEE										Néant		*														
														Exercice N										Exercice N - 1												
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion													HA	333 459										252 124											
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *													HB	445 339										1 988 667											
	Reprises sur provisions et transferts de charges													HC	329 128										36 021											
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)													HD	1 107 927										2 276 812											
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)													HE	32 517										250 461											
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *													HF	225 421										1 763 904											
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions													HG	627 173										804 982											
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)													HH	885 112										2 819 348											
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)														HI	222 815										(542 535)											
Participation des salariés aux résultats de l’entreprise (IX)														HJ																						
Impôts sur les bénéfices *														HK	(4 748)										(7 787)											
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)														HL	118 957 264										112 403 055											
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)														HM	127 591 381										190 687 074											
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)														HN	(8 634 117)										(78 284 019)											
RENVIS	(1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme													HO																					
	(2)	Dont		{ produits de locations immobilières produits d’exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)											HY	3 256 353										3 542 313										
	(3)	Dont		{ – Crédit–bail mobilier * – Crédit–bail immobilier											IG	53 489										36 914										
															HP																					
															HQ																					
	(4)	Dont charges d’exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)													IH	(1 706 154)										(102 763)										
	(5)	Dont produits concernant les entreprises liées													IJ	28 425																				
	(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées													IK	3 140 790										8 178 117										
	(6bis)	Dont dons faits aux organismes d’intérêt général (art.238 bis du C.G.I.)													HX																					
	(6ter)	Dont amortissements des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)													RC																					
		Dont amortissements exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D)													RD																					
	(9)	Dont transferts de charges													A1	1 890 500										(68 672)										
	(10)	Dont cotisations personnelles de l’exploitant (13)													A2																					
		Dont montant des cotisations sociales obligatoires hors CSG–CRDS													A5																					
	(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)													A3																					
	(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)													A4																					
	(13)	Dont primes et cotisations complémentaires personnelles :		facultatives		A6							obligatoires							A9																
				Dont cotisations facultatives Madelin		A7							Dont cotisations facultatives aux nouveaux plans d’épargne retraite							A8																
	(7) joindre en annexe) : Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le														Exercice N																					
															Charges exceptionnelles										Produits exceptionnels											
	SUR OPERATION DE GESTION																																			
- Sinistre														4 096										190 811												
- Amendes et pénalités														(146 760)																						
- Caution irrécupérable														6 000																						
(8)	Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :													Exercice N																						
														Charges antérieures										Produits antérieurs												
	ACHATS DE MARCHANDISES													(13 894)																						
	ACHATS DE MATIERES PREMIERES																																			
Achats de matières premières et fourniture														(18 875)																						

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

ANNEXE DES COMPTES

SOCIÉTÉ	H.R.C
---------	-------

Forme juridique	SAS
-----------------	-----

Adresse du siège social	9 -11 Allée de l'Arche 92032 Paris la Défense Cedex
-------------------------	--

Exercice traité clos le	30 septembre 2021
-------------------------	-------------------

Exercice précédent clos le	30 septembre 2020
----------------------------	-------------------

Nbre de mois (exercice traité)	12
--------------------------------	----

H.R.C

SAS

9 -11 Allée de l'Arche
92032 Paris la Défense Cedex

Comptes annuels au 30 septembre 2021

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

La présente annexe fait partie intégrante des comptes annuels : elle comporte des éléments d'information complémentaire au bilan et au compte de résultat, de façon à ce que l'ensemble donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'entreprise.

Les éléments d'information qui ne présentent pas un caractère obligatoire ne sont mentionnés que pour autant qu'ils ont une importance significative.

Au 30 septembre 2021,

Le total du bilan s'élève à	:	281 798 842,08 euros
Le compte de résultat dégage une perte de	:	-8 634 117,56 euros

L'exercice écoulé a une durée de	:	12 mois
----------------------------------	---	---------

L'exercice précédent avait une durée de	:	12 mois
---	---	---------

SOMMAIRE DE L'ANNEXE

Note	Informations	P	N/P	N/A
1	Faits caractéristiques de l'exercice	X		
2	Principes, règles et méthodes comptables	X		
	Notes sur le bilan			
3	Etat de l'actif immobilisé	X		
4	Etat des amortissements	X		
5	Frais d'établissement			X
6	Fonds commercial			X
7	Stocks	X		
8	Tableau des échéances des créances et dettes	X		
9	Montants des créances et dettes représentés par des effets de commerce			
10	Produits à recevoir et charges à payer	X		
11	Comptes de régularisation - actif et passif	X		
12	Composition du capital social	X		
13	Tableau de variation des capitaux propres	X		
14	Situations fiscales latente et différée	X		
15	Etat des provisions inscrites au bilan	X		
	Notes sur le compte de résultat			
16	Ventilation du chiffre d'affaires	X		
17	Résultat sur cessions courantes d'immobilisations	X		
18	Impôts sur les bénéfices	X		
	Autres informations			
19	Effectif moyen	X		
20	Charges et produits exceptionnels	X		
21	Eléments relevant de plusieurs postes de bilan et de compte de résultat			X
22	Avantages, crédits, rémunérations allouées aux organes d'administration et de direction	X		
23	Engagements financiers donnés et reçus	X		
24	Dettes garanties par des suretés réelles			X
25	Evénements post clôture	X		
26	Liste des filiales et participations	X		

P : Information produite

N/P : Information non produite car non significative

N/A : Information non produite car non applicable

22

4

Sauf indication contraire, toutes les informations chiffrées fournies dans l'annexe sont exprimées en Euros.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Impacts de la pandémie de Covid-19

Contexte sanitaire

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a qualifié l'évolution du coronavirus COVID-19 de pandémie, affectant plus de 150 pays dans le monde. La plupart des gouvernements centraux ont pris des mesures restrictives depuis lors pour contenir la propagation du virus et protéger les personnes en limitant les contacts et les déplacements internationaux et nationaux. Les campagnes de vaccinations massives mises en œuvre depuis le début de l'année 2021 à l'échelle mondiale ont permis un tournant majeur dans la lutte contre la pandémie.

Ce contexte sanitaire a affecté de manière significative la plupart des économies dans le monde et a entraîné une réduction des ventes et de la génération de trésorerie du Groupe Areas depuis cette date. Néanmoins, compte tenu de l'activité de ces derniers mois, des mesures de préservation des liquidités mises en œuvre, de la situation financière constatée en fin d'année et des projections faites pour les mois à venir sur la base du budget de l'exercice prochain, l'appréciation du Groupe Areas est qu'il n'y a plus d'incertitude majeure pour la poursuite de son activité. Par conséquent, la publication des comptes consolidés du Groupe Areas au titre de l'exercice clos le 30 Septembre 2021 a été faite en maintenant le principe comptable de la continuité d'exploitation et ce même principe a été retenu pour les filiales françaises.

La France a connu une année contrastée, avec une partie de l'exercice encore très contraint sur le plan sanitaire allant parfois jusqu'à la fermeture d'entreprises, suivi d'un assouplissement progressif des mesures de restrictions au fil du déploiement des campagnes de vaccination.

Liquidité et continuité d'exploitation

Sur l'exercice, le Groupe Areas et la Société ont poursuivi les actions entreprises depuis le début de la crise sanitaire afin de permettre la poursuite des activités et de préserver la trésorerie, telles que :

- Un contrôle strict des charges et des investissements
 - ° Une gestion agile et adaptée des effectifs à l'activité et décalages de paiements de charges sociales
 - ° Annulations ou reports de certains investissements
 - ° Négociations avec les fournisseurs sur les délais de paiements
 - ° Variabilisation des charges
 - ° Fermeture de certains points de ventes en fonction des circonstances
- L'obtention de nouveaux financements
 - Afin de financer les besoins de trésorerie des entités françaises d'Areas, un prêt garanti par l'état (PGE) a été octroyé à la société HRC (filiale française du Groupe Areas) pour une durée de 6 ans après extension de celle-ci en cours d'exercice.
- Le recours aux mesures de soutien mises en place par l'état (fonds de solidarité, aide « coûts fixes », exonérations et aides aux paiements des charges sociales)

La liquidité de la Société étant assurée par le Groupe Areas et sur la base des points exposés ci-dessus, les comptes clos au 30 septembre 2021 de la Société ont été établis et arrêtés en retenant la convention comptable de continuité d'exploitation.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Dépréciation des actifs non-courants

Dans le contexte de crise sanitaire décrit précédemment, la Société a effectué une revue approfondie de la performance de ses actifs financiers et, pour ceux présentant un indice de perte de valeur, a procédé à un test de dépréciation afin d'estimer la valeur recouvrable des actifs testés. Une perte de valeur est comptabilisée dans le compte de résultat quand la valeur comptable des actifs testés est supérieure à sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable est déterminée soit à partir de la valeur d'utilité en actualisant les flux de trésorerie après impôts qui ressortent des plans d'activité,

Le résultat des analyses de pertes de valeur a conduit la société à comptabiliser un montant net de dotations (-) et reprises (+) sur l'exercice de :

+ 16 390 475,64 euros de provisions sur titres

- 1 794 786,69 euros de provisions pour risques financiers

La Société a également effectué une revue approfondie de la performance de ses actifs corporels et incorporels et pour ceux présentant un indice de perte de valeur significatif, a procédé à un test de dépréciation afin d'estimer la valeur recouvrable des actifs testés.

Suite à cette analyse, aucune dépréciation d'actifs n'a été comptabilisée sur l'exercice.

Opérations sur le capital

Le 27 mai 2021 HRC a souscrit à une augmentation du Capital de la société SRAM par apport en numéraire de 2 391 000 € se traduisant par l'émission de 2 391 000 actions nouvelles de 1 €.

Le 30 septembre 2021 HRC a souscrit à une augmentation du Capital de la société Concessions Gares France par apport en numéraire de 64 000 000 € se traduisant par l'émission de 160 000 000 actions nouvelles de 0,40 €, immédiatement suivi par une réduction de Capital d'un montant de 64 000 000 € par affectation à un compte de réserve pour perte future.

Cette diminution de Capital a été réalisée par voie d'annulation des 160 000 000 actions nouvellement émises.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Acquisition et cessions de titres

HRC a acquis 490 parts de la société ACTAL SNC pour une valeur de 1€ en date du 31/05/2021 portant sa participation à 100 %.

HRC a cédé 98 parts de la société LOIRETAL SNC pour une valeur de 1 € en date du 31/05/2021 liquidant sa participation dans cette société.

HRC a acquis par voie de fusion-absorption de la société SG2S 2 375 titres de la société SGAR à hauteur de 38 000 €, 2 500 titres de la société SG2P à hauteur de 37 500 € et 2 500 titres de la société ROC France à hauteur de 2 575 267 € en date du 31/12/2020 avec effet rétroactif en date du 1er octobre 2020.

Fusion

La fusion par voie d'absorption de la Société SG2S avec effet rétroactif au 1er octobre 2020 a été acté par la décision de l'associé unique en date du 31 décembre 2020.

la contrepartie de l'Actif net de la société SG2S d'un montant de - 438 701,71 € a été inscrite au compte de "Report à nouveau" conformément au règlement ANC n°2019-06

PGE

Afin de financer les besoins de trésorerie des entités françaises d'Areas, un prêt garanti par l'état (PGE) a été octroyé selon les modalités ci-dessous :

- Montant : 135 millions d'euros
- Date de versement : octobre 2020
- Société emprunteuse : la Société H.R.C
- Sociétés bénéficiaires : l'ensemble des entités françaises d'Areas
- Date d'échéance initiale : 25 octobre 2021. Cette date a été différée, après accord des prêteurs, jusqu'au 23 octobre 2026.
- Frais : honoraires liés à la mise en place du prêt et de la garantie accordée par l'Etat français
- Rémunération : sans intérêts la première année d'utilisation
- Covenant : le groupe Areas devra disposer à la fin de chaque mois d'un montant de trésorerie disponible minimum de 100 millions d'euros.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

PRINCIPES GENERAUX

Les comptes annuels de l'exercice clos au 30 septembre 2021 sont établis conformément au Plan Comptable Général et selon les principes comptables en vigueur.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

COMPARABILITE DES COMPTES ANNUELS

Les principes retenus ainsi que les règles et les méthodes appliquées sont, dans leur ensemble, identiques aux années précédentes et ne font donc pas obstacle à la comparaison d'un exercice sur l'autre des postes du bilan.

METHODES D'EVALUATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- **Immobilisations incorporelles**

La valeur des marques n'est pas amortie. Elle fera l'objet d'une dépréciation dans le cas où leur valeur d'utilité viendrait à être inférieure à leur valeur nette comptable.

Les autres biens incorporels sont amortis linéairement sur les durées suivantes

- Droit à concession : Durée de la concession
- Logiciels.....1 à 5 ans
- Licences.....5 ans

- **Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport. Les frais d'acquisition ne sont pas inclus dans la valeur brute des immobilisations et sont constatés en charge de l'exercice. Elles sont amorties sur leur durée probable d'utilisation selon le mode linéaire.

Si cette durée excède la durée de la concession, la durée d'amortissement est ramenée à la durée de la concession.

En vertu des dispositions contractuelles, les biens peuvent faire l'objet d'un amortissement des valeurs brutes sous déduction de leur valeur de reprise à l'échéance des contrats de concessions.

.Les principales durées d'amortissement retenues sont les suivantes:

- Constructions.....20 ans
- Matériel et outillage.....3 à 10 ans
- Installations générales & agencements.....3 à 10 ans
- Matériel de transport.....3 à 10 ans
- Matériel de bureau & mobilier.....2 à 10 ans

- **Immobilisations financières**

Les titres de participation figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport, hors frais d'acquisition. A la clôture de chaque exercice, la valeur nette comptable des titres de participation est comparée à la valeur d'utilité des participations et donne lieu si nécessaire à la constitution d'une provision pour dépréciation.

La méthode utilisée pour la détermination de la valeur d'utilité des participations fait référence à la quote-part de situation nette détenue ou à l'application de critères de valorisation financière des activités du groupe basés sur les résultats et les cash flows libres futures actualisés.

En complément, dès lors que la situation nette est négative, une provision pour risque financier est comptabilisée dans la limite de la différence entre la situation nette négative et la valorisation de l'entité filiale déterminée par un multiple de l' E.B.E.

- **Stocks**

Les stocks sont comptabilisés à leur coût d'achat. On applique sauf quelques rares exceptions la méthode dite PMP pour les sorties de stocks.

- **Créances et dettes**

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Les créances font l'objet d'une appréciation individuelle qui peut conduire, le cas échéant, à la constitution d'une provision pour dépréciation lorsqu'il existe un risque de non recouvrement.

- **Provisions pour risques et charges**

Une provision pour charges est enregistrée au bilan de la société au titre des engagements de la société en matière d'indemnités de départ en retraite (IFC) et de médailles du travail (Mdt). Ces provisions sont évaluées selon une méthode actuarielle (méthode rétrospective avec salaires de fin de carrière (« Projected Unit Credit Method »), en conformité avec la recommandation de l'Ordre des Experts Comptables n° 1.23 et la recommandation n° 2003-R.02 de l'Autorité des Normes Comptables et de l'avis n°2004-05 du 25 mars 2004 de l'Autorité des Normes Comptables.

Cette méthode consiste à évaluer l'engagement en fonction du salaire projeté en fin de carrière et des droits acquis à la date d'évaluation, déterminés selon les dispositions de la convention collective, de l'accord d'entreprise ou des droits légaux applicables et en vigueur à la date de la clôture. Ces provisions ont été calculées plus particulièrement sur la base d'un taux d'actualisation net de 0.70 % et, pour les IFC, d'un âge de départ en retraite de 62 à 64 ans et d'un mode de départ volontaire.

La provision enregistrée au bilan de la société au titre des indemnités de départ à la retraite et des médailles du travail s'élève à 3 463 530 Euros au 30 septembre 2021.

INTEGRATION FISCALE

A compter du 1^{er} octobre 2019, le résultat de la société est intégré fiscalement dans les comptes de la société FINANCIERE PAX 9-11 allée de l'Arche 92032 Paris La Défense Cedex, visée à l'article 223A du CGI.

La société supporte l'impôt sur son propre résultat fiscal comme si elle avait été imposée distinctement.

IDENTITE DE LA SOCIETE MERE CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIETE

Les comptes de la société sont consolidés, suivant la méthode de l'intégration globale dans les comptes de la société :

PAX Equityco S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

43-45, Allée Scheffer, L - 2520 Luxembourg

B224070

IMMOBILISATIONS

RUBRIQUES	Début d'exercice	Augmentation Acquisitions Apports Vir.poste à poste	Diminution Vir. poste à poste	Diminution Cessions	Fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	67 695 970	67 960	7 740	-57 285 590	10 486 080
Frais d'établissement	0				0
Frais de recherche et développement	0				0
Concessions, brevets et droits similaires	66 486 470	67 960	7 740	-57 276 090	9 286 080
Fonds commercial	1 209 500			-9 500	1 200 000
Autres immobilisations incorporelles	0				0
Avances,acptes/immo. incorporelles	0				0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	194 115 382	10 299 273	-2 037 692	-16 600 384	185 776 580
Terrains	0				0
Constructions	56 678 536	688 230	1 320 672	-5 126 925	53 560 514
Instal. tech., outillage et mat. industriel	29 704 032	2 063 295	814 157	-3 712 350	28 869 133
Matériel de transport	88 380	57 811	10 000		156 191
Autres immobilisations corporelles	97 396 564	4 435 745	5 494 869	-7 654 294	99 672 885
Immobilisations en cours	10 247 869	3 054 192	-9 677 390	-106 816	3 517 856
Avances,acptes/immob. corporelles	0				0
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	141 449 847	69 252 505	0	-16 204	210 686 148
Participations	141 419 028	68 950 768		-1 494	210 368 302
Créances rattachées à des participations	8 498	1 737		-8 498	1 737
Autres titres immobilisées	0				0
Prêts	0				0
Autres immobilisations financières	22 322	300 000		-6 212	316 110
TOTAL GENERAL	403 261 199	79 619 738	-2 029 952	-73 902 178	406 948 807

AMORTISSEMENTS

RUBRIQUES	Début d'exercice	Augmentation Dotations	Fusion Transfert	Diminutions Reprises	Fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	58 874 047	97 137	0	57 285 590	1 685 594
Frais d'établissement	0				0
Frais de recherche et développement	0				0
Concessions, brevets et droits similaires	58 874 047	87 637		57 276 090	1 685 594
Fonds commercial	0	9 500		9 500	0
Autres immobilisations incorporelles	0	0			0
Avances, acomptes sur immobilisations	0				0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	91 027 337	17 173 948	0	16 376 457	91 824 828
Terrains	0				0
Constructions	24 043 212	4 179 368		5 126 925	23 095 656
Installations techniques, outillage et matériel	19 022 287	3 211 099		3 665 418	18 567 968
Matériel de transport	41 995	16 518			58 513
Autres immobilisations corporelles	47 919 843	9 766 963		7 584 114	50 102 692
Immobilisations en cours	0				0
Avances, acomptes sur immobilisations	0				0
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	56 345 879	879 519	2 575 267	17 269 995	42 530 671
Participations	56 345 879	879 519	2 575 267	17 269 995	42 530 671
Créances rattachées à des participations	0				0
Autres titres immobilisées	0				0
Prêts	0				0
Autres immobilisations financières	0				0
TOTAL GENERAL	206 247 263	18 150 605	2 575 267	90 932 042	136 041 093

VENTILATION DES DOTATIONS DE L'EXERCICE			
- calculées selon le mode linéaire	17 271 086	- au résultat d'exploitation	17 252 791
- calculées selon le mode dégressif		- au résultat exceptionnel	18 295
TOTAL	17 271 086	TOTAL	17 271 086

Dans ce tableau ne figurent que les amortissements de la période et les provisions pour dépréciation des immobilisations financières.

Des dépréciations d'immobilisations corporelles et incorporelles ont été comptabilisées à hauteur de 474 801,46 €

Les dépréciations d'immobilisations corporelles et incorporelles s'élèvent à 6 901 053,85 € au 30/09/2021.

FRAIS D'ETABLISSEMENT

ELEMENTS	Valeur brute	Valeur nette	Durée d'amort.
Frais de constitution	NEANT		
Frais de premier établissement			
Frais d'augmentation de capital			
TOTAL			

ELEMENTS CONSTITUTIFS DU FONDS COMMERCIAL

ELEMENTS	Valeur brute	Valeur nette	Durée d'amort.
Fonds commerciaux achetés sans protection juridique :	1 200 000	113 084	
- Mali de Fusion			
-			
Fonds commerciaux achetés avec protection juridique :			
-			
-			
-			
Fonds commerciaux reçus en apport :			
-			
-			
-			
TOTAL	1 200 000	113 084	

STOCKS

ELEMENTS	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Matières premières, approvisionnements	1 220 582		1 220 582
Marchandises	1 020 815		1 020 815
TOTAL	2 241 397	0	2 241 397

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DETTES

ETAT DES CREANCES	Montant brut	à 1an au plus	à plus d' 1 an
Créances rattachées à des participations	1 737	1 737	
Prêts		0	
Autres immobilisations financières	316 110	316 110	
Clients douteux ou litigieux	13 595	13 595	
Autres créances clients	2 229 149	2 229 149	
Personnel et comptes rattachés	20 120	20 120	
Sécurité sociale et organismes sociaux	544 122	544 122	
Etat : impôts sur les bénéfices	2 512 999	2 512 999	
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	2 630 948	2 630 948	
Etat : autres impôts, taxes assimilées	493 933	493 933	
Etat : créances diverses	1 092	1 092	
Groupe et associés	3 356 261	3 356 261	
Débiteurs divers	411 171	411 171	
Charges constatées d'avance	197 965	197 965	
TOTAL GENERAL	12 729 200	12 729 200	0

ETAT DES DETTES	Montant brut	à 1an au plus	plus d' 1an, 5ans au plus	à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des étab. de crédit	137 749 308	2 749 308		135 000 000
Emprunts et dettes financières divers	675 000	675 000		
Fournisseurs et comptes rattachés	13 974 664	13 974 664		
Personnel et comptes rattachés	8 055 889	8 055 889		
Sécurité sociale et organismes sociaux	9 162 254	5 322 345	3 839 910	
Etat : impôts sur les bénéfices		0		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	345 813	345 813		
Etat : autres impôts, taxes assimilées	1 138 788	1 138 788		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 778 088	4 778 088		
Groupe et associés	81 660 970	81 660 970		
Autres dettes	1 021 747	1 021 747		
Produits constatés d'avance		0		
TOTAL GENERAL	258 562 522	119 722 613	3 839 910	135 000 000

MONTANTS DES CREANCES ET DETTES REPRESENTES PAR DES EFFETS DE COMMERCE

POSTES DU BILAN CONCERNES	CREANCES	DETTES
Créances clients et comptes rattachés	NEANT	
TOTAL EFFETS A RECEVOIR		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
TOTAL EFFETS A PAYER		

PRODUITS A RECEVOIR

PRODUITS A RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	459 283
Autres créances	2 197 358
TOTAL	2 656 641

CHARGES A PAYER

CHARGES A PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 244 375
Emprunts et dettes financières divers	675 000
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 660 771
Dettes fiscales et sociales	8 248 415
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	3 810 237
Autres dettes	2 196
TOTAL	23 640 993

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

NATURE	CHARGES	PRODUITS
Charges et produits d'exploitation	150 947	
Charges et produits financiers	47 018	
Charges et produits exceptionnels		
TOTAL	197 965	0

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

CATEGORIES DE TITRES	NOMBRE DE TITRES			VALEUR NOMINALE
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'ex.	remboursés pendant l'ex.	
Parts sociales	246 998			21,50
Actions ordinaires				
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire				
Actions préférentielles				
TOTAL	246 998	0	0	

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

RUBRIQUE CONCERNEE	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat N-1	Résultat N / apport fusion	A la clôture de l'exercice
Capital social	5 310 457			5 310 457
Primes liées au capital	47 284 152	-37 284 014		10 000 138
Réserves	2 871 209			2 871 209
Autres Réserves	41 000 006	-41 000 006		0
Report à nouveau	4		-483 702	-483 698
Résultat de l'exercice	-78 284 019	78 284 019	-8 634 118	-8 634 118
Subventions d'investissement	1 858 810		-221 880	1 636 930
Provisions réglementées	0			0
CAPITAUX PROPRES AVANT REPARTITION	20 040 618	0	-9 339 699	10 700 919

Dividendes distribués au cours de l'exercice :

0

Résultat de l'exercice précédent pris en compte par l'associé :

SITUATIONS FISCALES DIFFEREE ET LATENTE

NATURE DES DIFFERENCES TEMPORAIRES	Montant
Provisions réglementées	
Autres produits non taxables temporairement	
TOTAL ACCROISSEMENTS DE LA DETTE FUTURE D'IMPOT (1)	0
Provisions non déductibles l'année de comptabilisation	
Autres charges non déductibles temporairement (à détailler):	11 702 787
Contribution Sociale de Solidarité	96 630
Congés payés	
Participation des salariés	
Autres	11 606 157
TOTAL ALLEGEMENTS DE LA DETTE FUTURE D'IMPOT (2)	11 702 787
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE (1) - (2)	-11 702 787
Déficits fiscaux reportables	34 408 988
Moins-values à long terme	42 530 671
SITUATION FISCALE LATENTE NETTE	76 939 659

ETAT DES PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

RUBRIQUES	Début d'exercice	Dotations Apports	Fusion Apports	Reprises sans objet	Utilisations	Fin d'exercice
PROVISIONS REGLEMENTEES (1)						0
Provisions pour litiges	104 110	13 000		25 330	68 777	23 003
Provisions pour garanties clients	0					0
Provisions pertes marchés à terme	0					0
Provisions pour amendes et pénalités	0					0
Provisions pour pertes de change	0					0
Provisions pensions, obligations similaires.	3 344 354	378 026		258 850		3 463 530
Provisions pour impôts	0					0
Provisions pour renouvellement immo.	0					0
Provisions pour grosses réparations	0					0
Provisions charges s/congés à payer	0					0
Autres provisions pour risques et charges (1)	3 223 677	3 720 358	4 103 210	1 905 306	113 317	9 028 622
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	6 672 140	4 111 384	4 103 210	2 189 487	182 094	12 515 154
Provisions pour dépréciation des immo. incorporelles	6 388 712	507 704		9 500		6 886 916
Provisions pour dépréciation des immo. corporelles	37 540	5 052		28 455		14 138
Provisions pour dépréciation des titres de participation	56 345 879	879 519	2 575 267	17 269 995		42 530 671
Provisions pour dépréciation des autres immo. financ.	0					0
Provisions pour dépréciation des stocks	0					0
Provisions pour dépréciation des comptes clients	226 197	298 202		75 199		449 199
Autres provisions pour dépréciation	0					0
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	62 998 328	1 690 477	2 575 267	17 383 149	0	49 880 924
TOTAL GENERAL	69 670 469	5 801 862	6 678 477	19 572 636	182 094	62 396 078
Dotations et reprises d'exploitation		762 086		246 063	182 094	
Dotations et reprises financières		4 430 898		18 997 445		
Dotations et reprises exceptionnelles		608 878		329 128		
TOTAL DOTATIONS ET REPRISES DE PROVISIONS		5 801 862		19 572 636	182 094	

(1) Dont en fin d'exercice provision pour situation nette négative (8 751 323,64 €) et provision pour désamiantage (175 298 €).

VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

VENTILATION PAR SECTEUR D'ACTIVITE	EXERCICE	
	N	N - 1
Restauration	63 515 485	78 750 085
Boutique	18 191 454	16 431 393
Hebergement	759 899	1 544 605
Autres ventes	87 501	89 039
Commissions	5 070 859	4 980 110
Ventes annexes	1 463 993	1 404 175
Autres	4 996 382	5 770 875
CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL PAR SECTEUR D'ACTIVITE	94 085 573	108 970 282

VENTILATION PAR MARCHE GEOGRAPHIQUE	EXERCICE	
	N	N - 1
Chiffre d'affaires réalisé en France	94 085 573	108 970 282
Chiffre d'affaires réalisé à l'exportation		
CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL PAR MARCHE GEOGRAPHIQUE	94 085 573	108 970 282

PLUS ET MOINS-VALUES SUR CESSIONS COURANTES D'IMMOBILISATIONS

Les plus et moins-values de l'exercice sur cessions courantes d'immobilisations corporelles, classées dans le résultat exceptionnel, s'élèvent à : 3 738,57 €

VENTILATION DE L'IMPOT SUR LES BENEFICES

NATURE DU RESULTAT	EXERCICE N			EXERCICE N-1
	Avant impôt	Impôt	Après impôt	Après impôt
Résultat courant	-8 861 681		-8 861 681	-77 749 270
Résultat exceptionnel	222 815		222 815	-542 536
Impact Credit impôt (Produit à recevoir)			0	0
Impact participation des balances N-1		0	0	0
Impact Déficit antérieur			0	0
Impact Crédit d'impôt Mécenat		-4 748	4 748	7 787
Impact Déficit fiscal de la société tupée			0	0
Impact Contribution additionnelle 3,3%			0	0
Impact imputation intérêts différés des exercices			0	0
RESULTAT NET COMPTABLE	-8 638 866	-4 748	-8 634 117	-78 284 019

Le taux d'imposition est de 28% jusqu'à 500 000 € et 33,33% au-delà

VENTILATION DE L'EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE

CATEGORIE	EXERCICE N			EXERCICE N-1 Total
	Effectif salarié	Effectif mis à la dispo. de l'entreprise	Total	
Cadres	44		44	49
Employés et agents de maîtrise	1 308		1 308	1 475
Ouvriers			0	0
TOTAL EFFECTIF MOYEN	1 352	0	1 352	1 524

PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

ELEMENTS	EXERCICE	
	N	N - 1
- Sur opération de gestion	333 460	252 124
- Cession immobilisations	223 460	1 766 787
- QP de subvention virée au compte de résultat	221 880	221 880
- Reprise provision (mise au rebut, titres,risques et charges)	329 128	36 021
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 107 928	2 276 812

ELEMENTS	EXERCICE	
	N	N - 1
- Sur opération de gestion	32 518	250 461
- Cession immobilisations	225 421	1 726 838
- Dotation provision (mise au rebut, titres,risques et charges)	627 173	842 049
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	885 112	2 819 348

AVANTAGES, CREDITS, REMUNERATIONS ALLOUEES AUX ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

NEANT

ENGAGEMENTS FINANCIERS DONNES ET RECUS

ENGAGEMENTS DONNES	AU PROFIT DE					TOTAL
	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres ent. liées	Autres	
Cautions sur marchés						0
Autres avals et cautions						0
Effets escomptés et non échus						0
Passifs des filiales sous forme de SNC						0
Engagements en matière de pensions, retraites et indemnités assimilées						0
Nantissement de 1er rang (1)					Voir détail	0
TOTAL ENGAGEMENTS DONNES	0	0	0	0	0	0

ENGAGEMENTS RECUS	ACCORDES PAR					TOTAL
	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres ent. liées	Autres	
Avals, cautions et garanties (2)					15 811 000	15 811 000
Autres engagements reçus						0
TOTAL ENGAGEMENTS RECUS	0	0	0	0	15 811 000	15 811 000

(1) Nantissement de 1er rang de comptes de titres financiers des filiale ACTAIR et CONCESSIONS GARES France aux profit de plusieurs bénéficiaires, en garantie du paiement et remboursement de l'intégralité des obligations garanties (soit 150 MF au titre du crédit d'acquisition, 125 M€ au titre du credit revolving et toutes les sommes dues au titre de tout crédit supplémentaire pour chacune des sociétés ACTAIR et CONCESSIONS GARES France)

(2) Le CIC s'est porté caution solidaire au profit de HRC dans le cadre d'une garantie d'exécution de contrat ASF sur les aires des Landes Nord, de Poitou Charente Nord et de Saint Rambert Ouest.

Le CIC s'est porté caution solidaire au profit de HRC dans le cadre d'une garantie de remboursement APPR sur les aires de la Chaponne, de Lyon Dagneux, de la Ferté, de Toul Dommartin, de Chateaufvillain et de Macon Saint Albain. Le CIC s'est porté caution solidaire au profit de HRC dans le cadre d'une garantie de remboursement SANEF sur les aires d'Assevillers Est et Ouest.

Le CIC s'est porté caution solidaire au profit de HRC dans le cadre d'une garantie d'exécution de contrat Mac Donald's sur les aires ou se situent un restaurant aux enseignes du bénéficiaire .

Altradius s'est porté caution solidaire au profit de HRC dans le cadre d'une garantie d'exécution de contrat SAPN sur l'aire de Bosgouet Sud et de Bolleville.

Altradius s'est porté caution solidaire au profit de HRC dans le cadre d'une garantie d'exécution de contrat Cofiroute sur les aires de Bourges Marmagne, de Poitiers Chincé, de Ferté Saint Aubin, de St Denis d'Orques, d'Orléans Gidy, de Chatelleraut Antran, de Bourges St Thorette, de Blois Ménard, de Sargues Le mans Sud, de Limours Janvry, de Orléans Saran et de Brou Dampierre.

Altradius s'est porté caution solidaire au profit de HRC dans le cadre d'une garantie d'exécution de contrat ASF sur les aires de Tavel Nord, de St Rambert d'Albon Est, de St Léger Ouest et de Haut Forez Sud.

Altradius s'est porté caution solidaire au profit de HRC dans le cadre d'une garantie d'exécution de contrat APRR sur les aires du Poulet de Bresse, des Chères Est et Ouest, de Gevrey Est, et de Bourg Jasseron.

Le LCL s'est porté caution solidaire au profit de HRC dans le cadre d'une garantie de travaux ASF sur l'aire de Mornas.

Le LCL s'est porté caution solidaire au profit de HRC dans le cadre d'une garantie d'exploitation ASF sur les aires de Lançon et de Mornas.

La DEUTSCHE BANK s'est porté caution solidaire au profit de HRC dans le cadre d'une garantie d'exécution de contrat SAPN sur l'aire de Vironvay Nord.

La DEUTSCHE BANK s'est porté caution solidaire au profit de HRC dans le cadre d'une garantie d'exécution de contrat SANEF sur l'aire d'Urvillers.

La DEUTSCHE BANK s'est porté caution solidaire au profit de HRC dans le cadre d'une garantie d'exécution de contrat ASF sur l'aire du Manoire.

AREAS Worlwide s'est porté caution solidaire au profit de HRC dans le cadre d'une garantie société Mère-Filiale.

DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES

POSTE DU BILAN CONCERNE	Montant des dettes garanties	Montant des sûretés
Emprunts obligataires convertibles	NEANT	
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Dettes non financières		
TOTAL		

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Compte tenu de l'évolution de la crise sanitaire décrite précédemment, depuis la clôture de l'exercice au 30 septembre 2021, la plupart des gouvernements ont adapté en permanence les mesures restrictives pour contenir le niveau de propagation du virus.

Ces événements ne remettent pas en cause à ce stade les appréciations du Groupe et de la Société concernant la continuité d'exploitation et la valorisation des actifs telles que décrites ci-dessus.

Le 30 novembre 2021 l'associé unique AREAS WORLDWIDE a souscrit à une augmentation du Capital de la société HRC par apport en numéraire de 30 000 025 € se traduisant par l'émission de 1 395 350 actions nouvelles de 21,5 €, immédiatement suivi par une réduction de Capital d'un montant de 30 000 025 € par apurement du Report à nouveau débiteur.

Cette diminution de Capital a été réalisée par voie d'annulation des 1 395 350 actions nouvellement émises.

TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

FILIALES ET PARTICIPATIONS	Capital	Capitaux propres	Quote-part de capital détenue (en %)	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société	Cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires HT du dernier exercice clos	Bénéfice ou perte du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'ex.
				Brute	Nette					
I - Renseignements détaillés (Titres représentant plus de 1% du capital de HRC)										
A - Filiales (50% au moins du capital détenu par la société)										
ACTAIR SAS	80 000	6 861 446	100,00%	34 380 520	34 380 520				-81 662	
CONCESSIONS GARES France SAS	2 831 112	17 421 332	100,00%	158 917 505	130 736 505			76 867 770	20 610 431	
SLRH SAS	625 000	-324 428	100,00%	2 582 500	0			727 468	-293 208	
SRAM SA	2 431 000	2 569 866	100,00%	2 645 079	2 645 079			4 768 677	134 288	
ORLY 4 RESTAURATION SNC	375 000	-938 184	100,00%	9 183 487	0			5 393 619	-1 817 693	
ROC SAS	40 000	-6 390 063	100,00%	2 575 267	0			31 323 084	-2 286 853	
B - Participations (10 à 50% du capital détenu par la société)										
II - Renseignements globaux (Titres représentant moins de 1% du capital de HRC)										
A - Filiales non reprises au paragraphe I										
B - Participations non reprises au paragraphe I										
C - Participations (Moins de 10 % du capital détenu par la société)										
				83 292	75 501			20 309 978	-1 164 123	0
				0	0			0	0	0
				651	26			32 063 760	5 556 111	8 498
TOTAL GENERAL				210 368 302	167 837 631	0	0	171 454 355	20 657 291	8 498

HOLDING DE RESTAURATION CONCEDEE
Société par actions simplifiée au capital de 5 310 457 euros
9-11, allée de l'Arche – 92032 Paris La Défense
379 455 231 RCS NANTERRE

**PROCES VERBAL DES DECISIONS
DE L'ASSOCIEE UNIQUE DU 4 FEVRIER 2022**

L'an deux mille vingt-deux, le quatre février, à 10h, au 9-11 allée de l'Arche – 92032 Paris La Défense,

La société AREAS WORLDWIDE SAS, représentée par son Président, Monsieur Oscar VELA, propriétaire de la totalité des actions composant le capital social de la Société,

A été appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant sur convocation du Conseil d'Administration :

- rapport de gestion du Conseil d'Administration ;
- rapport du commissaire aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2021 ;
- approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 30 septembre 2021 et affectation du résultat ;
- point sur les conventions visées à l'article L227-10 du Code de commerce;
- pouvoirs pour les formalités.

KPMG AUDIT IS, commissaire aux comptes titulaire, régulièrement convoquée a été déclaré absent et excusé.

L'Associée unique a pris les décisions suivantes :

PREMIERE DECISION

L'Associée unique, connaissance prise du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 30 septembre 2021, approuve, tels qu'ils ont été présentés, les comptes de cet exercice ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

L'Associée unique prend acte de ce qu'aucune dépense ou charge non déductible fiscalement, visée par l'article 39-4 du Code général des impôts, n'a été engagée au titre de l'exercice écoulé.

DEUXIEME DECISION

L'Associée unique décide d'affecter la perte de l'exercice, d'un montant de (8 634 117,56) € ainsi que le report à nouveau d'un montant de (483 697,56) €, soit un total de (9 117 815,12) €, au poste « primes d'émission ».

L'Associée unique prend acte qu'il n'y a pas eu de dividendes distribués au cours des trois derniers exercices.

TROISIEME DECISION

L'Associée unique constate qu'aucune convention n'est à mentionner au registre des décisions au titre de l'exercice écoulé.

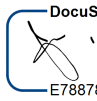
QUATRIEME DECISION

L'Associée unique donne tous pouvoirs à la Société Medialex ou au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait certifié conforme, pour accomplir toutes formalités qui seront nécessaires.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal signé par l'Associée unique et répertorié sur le registre des décisions de l'Associée unique.

AREAS WORLDWIDE

Représentée par Oscar VELA

DocuSigned by:

E78878155E6C49B...



KPMG AUDIT IS
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 98 29
Site internet : www.kpmg.fr

Holding de Restauration
Concédée
Société par Actions Simplifiée
Rapport du commissaire aux comptes sur les
comptes annuels

Exercice clos le 30 septembre 2021
Holding de Restauration Concédée
Société par Actions Simplifiée
9-11 allée de l'Arche - 92032 Paris La Défense Cedex

KPMG Audit IS,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Limited, une société de droit anglais
(« private company limited by guarantee »).

Société par actions simplifiée
inscrite à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles et du Centre.

Siège social :
KPMG Audit IS
Tour Eqho
2 avenue Gambetta
92066 Paris la Défense Cedex
Capital : 200 000 €.
Code APE 6920Z
512 802 653 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 96 51 28 02 653



KPMG AUDIT IS
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 98 29
Site internet : www.kpmg.fr

Holding de Restauration Concédée Société par Actions Simplifiée

Siège social : 9-11 allée de l'Arche - 92032 Paris La Défense Cedex

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 septembre 2021

A l'attention de l'Associée unique,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre décision, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Holding de Restauration Concédée relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} octobre 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne l'évaluation des titres de participations et des immobilisations corporelles.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Associée unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



Holding de Restauration Concédée
Société par Actions Simplifiée
Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
31 janvier 2022

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 31 janvier 2022

KPMG Audit IS

Eric Amato
Associé

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l’entreprise :SAS HOLDING DE RESTAURATION CONCEDEE

Durée de l’exercice exprimée en nombre de mois*12

Adresse de l’entreprise9-11 Allée de l'Arche 92032 PARIS LA DEFENSE CEDEX

Durée de l’exercice précédent*12

Numéro SIRET*37945523101171

Néant☐*

					Exercice N clos le, 30092021		N-1 30092020			
			Brut 1		Amortissements, provisions 2		Net 3		Net 4	
Capital souscrit non appelé (I)			AA							
ACTIF IMMOBILISÉ*	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d’établissement *	AB		AC					
		Frais de développement *	CX		CQ					
		Concessions, brevets et droits similaires	AF	9 041 079	AG	7 387 658	1 653 421	2 093 933		
		Fonds commercial (1)	AH	1 200 000	AI	1 086 915	113 084	170 788		
		Autres immobilisations incorporelles	AJ	245 000	AK	97 936	147 063	168 488		
		Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL		AM					
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains	AN		AO					
		Constructions	AP	53 560 514	AQ	23 095 655	30 464 858	32 635 324		
		Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR	28 869 133	AS	18 567 967	10 301 165	10 681 745		
		Autres immobilisations corporelles	AT	99 829 075	AU	50 165 390	49 663 685	49 490 466		
		Immobilisations en cours	AV	3 517 855	AW	9 952	3 507 903	10 242 969		
		Avances et acomptes	AX		AY					
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS		CT					
		Autres participations	CU	210 368 301	CV	42 530 670	167 837 631	85 073 148		
		Créances rattachées à des participations	BB	1 736	BC		1 736	8 497		
		Autres titres immobilisés	BD		BE					
		Prêts	BF		BG					
Autres immobilisations financières*		BH	316 109	BI		316 109	22 321			
TOTAL (II)			BJ	406 948 806	BK	142 942 146	264 006 659	190 587 683		
ACTIF CIRCULANT	STOCKS *	Matières premières, approvisionnements	BL	1 220 582	BM		1 220 582	1 180 931		
		En cours de production de biens	BN		BO					
		En cours de production de services	BP		BQ					
		Produits intermédiaires et finis	BR		BS					
		Marchandises	BT	1 020 814	BU		1 020 814	1 026 651		
		Avances et acomptes versés sur commandes	BV	7 740	BW		7 740	2 696		
	CRÉANCES	Clients et comptes rattachés (3)*	BX	2 242 743	BY	449 199	1 793 544	3 437 016		
		Autres créances (3)	BZ	9 970 644	CA		9 970 644	7 740 165		
		Capital souscrit et appelé, non versé	CB		CC					
	DIVERS	Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)	CD		CE					
		Disponibilités	CF	1 974 680	CG		1 974 680	2 292 242		
	Comptes de régularisation	Charges constatées d’avance (3)*	CH	197 964	CI		197 964	216 349		
TOTAL (III)		CJ	16 635 170	CK	449 199	16 185 971	15 896 053			
Frais d’émission d’emprunt à étaler (IV)		CW	1 606 210			1 606 210				
Primes de remboursement des obligations (V)		CM								
Ecarts de conversion actif* (VI)		CN								
TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)		CO	425 190 188	1A	143 391 346	281 798 842	206 483 737			
Renvois : (1) Dont droit au bail :			(2) part à moins d'un an des immobilisations financières nettes :	CP		(3) Part à plus d’un an	CR			
Clause de réserve de propriété :*		Immobilisations :		Stocks :			Créances :			

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l’entreprise					SAS HOLDING DE RESTAURATION CONCEDEE		Néant		*		
							Exercice N		Exercice N – 1		
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : 5 310 457.....)						DA	5 310 457	5 310 457		
	Primes d’émission, de fusion, d’apport, ...						DB	10 000 137	47 284 151		
	Ecarts de réévaluation (2)* (dont écart d’équivalence				EK	)	DC				
	Réserve légale (3)						DD	2 871 209	2 871 209		
	Réserves statutaires ou contractuelles						DE				
	Réserves réglementées (3)*				(	Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours	B1	)	DF		
	Autres réserves				(	Dont réserve relative à l’achat d’oeuvres originales d’artistes vivants*	EJ	)	DG		41 000 005
	Report à nouveau						DH	(483 697)	4		
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)						DI	(8 634 117)	(78 284 019)		
	Subventions d’investissement						DJ	1 636 930	1 858 809		
	Provisions réglementées *						DK				
	TOTAL (I)						DL	10 700 918	20 040 618		
	Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs						DM			
Avances conditionnées						DN					
TOTAL (II)						DO					
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques						DP	8 876 326	2 957 436		
	Provisions pour charges						DQ	3 638 828	3 714 703		
	TOTAL (III)						DR	12 515 154	6 672 140		
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles						DS				
	Autres emprunts obligataires						DT				
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)						DU	137 749 307	175 995		
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs				EI	)	DV	82 335 970	136 100 696		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours						DW	20 246			
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés						DX	13 974 663	17 759 626		
	Dettes fiscales et sociales						DY	18 702 744	15 504 238		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés						DZ	4 778 088	8 199 226		
	Autres dettes						EA	1 021 747	2 031 194		
Compte régul.	Produits constatés d’avance (4)						EB				
	TOTAL (IV)						EC	258 582 769	179 770 978		
	Ecarts de conversion passif* (V)						ED				
	TOTAL GÉNÉRAL (I à V)						EE	281 798 842	206 483 737		
RENVOIS	(1)	Écart de réévaluation incorporé au capital					1B				
	(2)	Dont	{	Réserve spéciale de réévaluation (1959)		1C					
				Ecart de réévaluation libre		1D					
				Réserve de réévaluation (1976)		1E					
	(3)	Dont réserve spéciale des plus–values à long terme *					EF				
	(4)	Dettes et produits constatés d’avance à moins d’un an					EG	119 722 612	179 770 978		
(5)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP					EH	504 932	93 360			

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l’entreprise : SAS HOLDING DE RESTAURATION CONCEDEE								Néant	☐	*
			Exercice N					Exercice (N – 1)		
			France		Exportations et livraisons intracommunautaires		Total			
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises*		FA	19 709 481	FB		FC	19 709 481	17 958 526	
	Production vendue { biens * services *		FD		FE		FF			
			FG	74 376 092	FH		FI	74 376 092	91 011 755	
	Chiffres d’affaires nets *		FJ	94 085 573	FK		FL	94 085 573	108 970 281	
	Production stockée*						FM			
	Production immobilisée*						FN			
	Subventions d’exploitation						FO	1 825 964	19 163	
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges* (9)						FP	2 318 656	458 865	
	Autres produits (1) (11)						FQ	589 599	563 628	
	Total des produits d'exploitation (2) (I)						FR	98 819 794	110 011 939	
	CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)*						FS	9 963 017	8 996 821
Variation de stock (marchandises)*						FT	5 836	226 257		
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)*						FU	16 190 367	20 427 218		
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*						FV	(39 650)	199 227		
Autres achats et charges externes (3) (6 bis)*						FW	24 187 596	24 922 283		
Impôts, taxes et versements assimilés*						FX	1 891 518	2 627 381		
Salaires et traitements*						FY	23 899 511	28 828 812		
Charges sociales (10)						FZ	7 503 366	8 753 926		
DOTATIONS D'EXPLOITATION		Sur immobilisations { – dotations aux amortissements* – dotations aux provisions*					GA	17 537 079	18 222 710	
							GB			
		Sur actif circulant : dotations aux provisions*					GC	298 201	176 413	
		Pour risques et charges : dotations aux provisions					GD	463 884	335 690	
Autres charges (12)						GE	12 472 105	14 362 568		
Total des charges d'exploitation (4) (II)						GF	114 372 836	128 079 311		
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)						GG	(15 553 042)	(18 067 371)		
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée* (III)						GH			
	Perte supportée ou bénéfice transféré* (IV)						GI			
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)						GJ	1 736	8 497	
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l’actif immobilisé (5)						GK			
	Autres intérêts et produits assimilés (5)						GL	26 688		
	Reprises sur provisions et transferts de charges						GM	18 997 444	105 114	
	Différences positives de change						GN	3 671	691	
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						GO			
	Total des produits financiers (V)						GP	19 029 542	114 304	
CHARGES FINANCIERES	Dotations financières aux amortissements et provisions*						GQ	4 430 897	51 547 935	
	Intérêts et charges assimilées (6)						GR	7 904 003	8 246 676	
	Différences négatives de change						GS	3 280	1 590	
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						GT			
	Total des charges financières (VI)						GU	12 338 181	59 796 202	
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)						GV	6 691 361	(59 681 898)		
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)						GW	(8 861 681)	(77 749 270)		

(RENVOIS : voir tableau n° 2053) * Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Désignation de l’entreprise										SAS HOLDING DE RESTAURATION CONCEDEE										Néant		*											
														Exercice N														Exercice N - 1					
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion													HA	333 459														252 124				
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *													HB	445 339														1 988 667				
	Reprises sur provisions et transferts de charges													HC	329 128														36 021				
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)													HD	1 107 927														2 276 812				
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)													HE	32 517														250 461				
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *													HF	225 421														1 763 904				
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions													HG	627 173														804 982				
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)													HH	885 112														2 819 348				
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)														HI	222 815														(542 535)				
Participation des salariés aux résultats de l’entreprise (IX)														HJ																			
Impôts sur les bénéfices *														HK	(4 748)														(7 787)				
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)														HL	118 957 264														112 403 055				
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)														HM	127 591 381														190 687 074				
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)														HN	(8 634 117)														(78 284 019)				
RENVIS	(1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme													HO																		
	(2)	Dont	{												HY	3 256 353														3 542 313			
			{												IG	53 489														36 914			
	(3)	Dont	{												HP																		
			{												HQ																		
	(4)	Dont charges d’exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)													IH	(1 706 154)														(102 763)			
	(5)	Dont produits concernant les entreprises liées													IJ	28 425																	
	(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées													IK	3 140 790														8 178 117			
	(6bis)	Dont dons faits aux organismes d’intérêt général (art.238 bis du C.G.I.)													HX																		
	(6ter)	Dont amortissements des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)													RC																		
		Dont amortissements exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D)													RD																		
	(9)	Dont transferts de charges													A1	1 890 500														(68 672)			
	(10)	Dont cotisations personnelles de l’exploitant (13)													A2																		
		Dont montant des cotisations sociales obligatoires hors CSG–CRDS													A5																		
	(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)													A3																		
	(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)													A4																		
	(13)	Dont primes et cotisations complémentaires personnelles :	facultatives	A6										obligatoires	A9																		
			Dont cotisations facultatives Madelin		A7								Dont cotisations facultatives aux nouveaux plans d’épargne retraite				A8																
	joindre en annexe) :																																
	(7) Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le														Exercice N																		
															Charges exceptionnelles														Produits exceptionnels				
SUR OPERATION DE GESTION																																	
- Sinistre														4 096														190 811					
- Amendes et pénalités														(146 760)																			
- Caution irrécupérable														6 000																			
(8)	Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :													Exercice N																			
														Charges antérieures														Produits antérieurs					
ACHATS DE MARCHANDISES														(13 894)																			
ACHATS DE MATIERES PREMIERES																																	
Achats de matières premières et fourniture														(18 875)																			

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

ANNEXE DES COMPTES

SOCIÉTÉ	H.R.C
---------	-------

Forme juridique	SAS
-----------------	-----

Adresse du siège social	9 -11 Allée de l'Arche 92032 Paris la Défense Cedex
-------------------------	--

Exercice traité clos le	30 septembre 2021
-------------------------	-------------------

Exercice précédent clos le	30 septembre 2020
----------------------------	-------------------

Nbre de mois (exercice traité)	12
--------------------------------	----

H.R.C

SAS

9 -11 Allée de l'Arche
92032 Paris la Défense Cedex

Comptes annuels au 30 septembre 2021

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

La présente annexe fait partie intégrante des comptes annuels : elle comporte des éléments d'information complémentaire au bilan et au compte de résultat, de façon à ce que l'ensemble donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'entreprise.

Les éléments d'information qui ne présentent pas un caractère obligatoire ne sont mentionnés que pour autant qu'ils ont une importance significative.

Au 30 septembre 2021,

Le total du bilan s'élève à	:	281 798 842,08 euros
Le compte de résultat dégage une perte de	:	-8 634 117,56 euros

L'exercice écoulé a une durée de	:	12 mois
----------------------------------	---	---------

L'exercice précédent avait une durée de	:	12 mois
---	---	---------

SOMMAIRE DE L'ANNEXE

Note	Informations	P	N/P	N/A
1	Faits caractéristiques de l'exercice	X		
2	Principes, règles et méthodes comptables	X		
	Notes sur le bilan			
3	Etat de l'actif immobilisé	X		
4	Etat des amortissements	X		
5	Frais d'établissement			X
6	Fonds commercial			X
7	Stocks	X		
8	Tableau des échéances des créances et dettes	X		
9	Montants des créances et dettes représentés par des effets de commerce			
10	Produits à recevoir et charges à payer	X		
11	Comptes de régularisation - actif et passif	X		
12	Composition du capital social	X		
13	Tableau de variation des capitaux propres	X		
14	Situations fiscales latente et différée	X		
15	Etat des provisions inscrites au bilan	X		
	Notes sur le compte de résultat			
16	Ventilation du chiffre d'affaires	X		
17	Résultat sur cessions courantes d'immobilisations	X		
18	Impôts sur les bénéfices	X		
	Autres informations			
19	Effectif moyen	X		
20	Charges et produits exceptionnels	X		
21	Eléments relevant de plusieurs postes de bilan et de compte de résultat			X
22	Avantages, crédits, rémunérations allouées aux organes d'administration et de direction	X		
23	Engagements financiers donnés et reçus	X		
24	Dettes garanties par des suretés réelles			X
25	Evénements post clôture	X		
26	Liste des filiales et participations	X		

P : Information produite

N/P : Information non produite car non significative

N/A : Information non produite car non applicable

22

4

Sauf indication contraire, toutes les informations chiffrées fournies dans l'annexe sont exprimées en Euros.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Impacts de la pandémie de Covid-19

Contexte sanitaire

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a qualifié l'évolution du coronavirus COVID-19 de pandémie, affectant plus de 150 pays dans le monde. La plupart des gouvernements centraux ont pris des mesures restrictives depuis lors pour contenir la propagation du virus et protéger les personnes en limitant les contacts et les déplacements internationaux et nationaux. Les campagnes de vaccinations massives mises en œuvre depuis le début de l'année 2021 à l'échelle mondiale ont permis un tournant majeur dans la lutte contre la pandémie.

Ce contexte sanitaire a affecté de manière significative la plupart des économies dans le monde et a entraîné une réduction des ventes et de la génération de trésorerie du Groupe Areas depuis cette date. Néanmoins, compte tenu de l'activité de ces derniers mois, des mesures de préservation des liquidités mises en œuvre, de la situation financière constatée en fin d'année et des projections faites pour les mois à venir sur la base du budget de l'exercice prochain, l'appréciation du Groupe Areas est qu'il n'y a plus d'incertitude majeure pour la poursuite de son activité. Par conséquent, la publication des comptes consolidés du Groupe Areas au titre de l'exercice clos le 30 Septembre 2021 a été faite en maintenant le principe comptable de la continuité d'exploitation et ce même principe a été retenu pour les filiales françaises.

La France a connu une année contrastée, avec une partie de l'exercice encore très contraint sur le plan sanitaire allant parfois jusqu'à la fermeture d'entreprises, suivi d'un assouplissement progressif des mesures de restrictions au fil du déploiement des campagnes de vaccination.

Liquidité et continuité d'exploitation

Sur l'exercice, le Groupe Areas et la Société ont poursuivi les actions entreprises depuis le début de la crise sanitaire afin de permettre la poursuite des activités et de préserver la trésorerie, telles que :

- Un contrôle strict des charges et des investissements
 - ° Une gestion agile et adaptée des effectifs à l'activité et décalages de paiements de charges sociales
 - ° Annulations ou reports de certains investissements
 - ° Négociations avec les fournisseurs sur les délais de paiements
 - ° Variabilisation des charges
 - ° Fermeture de certains points de ventes en fonction des circonstances
- L'obtention de nouveaux financements
 - Afin de financer les besoins de trésorerie des entités françaises d'Areas, un prêt garanti par l'état (PGE) a été octroyé à la société HRC (filiale française du Groupe Areas) pour une durée de 6 ans après extension de celle-ci en cours d'exercice.
- Le recours aux mesures de soutien mises en place par l'état (fonds de solidarité, aide « coûts fixes », exonérations et aides aux paiements des charges sociales)

La liquidité de la Société étant assurée par le Groupe Areas et sur la base des points exposés ci-dessus, les comptes clos au 30 septembre 2021 de la Société ont été établis et arrêtés en retenant la convention comptable de continuité d'exploitation.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Dépréciation des actifs non-courants

Dans le contexte de crise sanitaire décrit précédemment, la Société a effectué une revue approfondie de la performance de ses actifs financiers et, pour ceux présentant un indice de perte de valeur, a procédé à un test de dépréciation afin d'estimer la valeur recouvrable des actifs testés. Une perte de valeur est comptabilisée dans le compte de résultat quand la valeur comptable des actifs testés est supérieure à sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable est déterminée soit à partir de la valeur d'utilité en actualisant les flux de trésorerie après impôts qui ressortent des plans d'activité,

Le résultat des analyses de pertes de valeur a conduit la société à comptabiliser un montant net de dotations (-) et reprises (+) sur l'exercice de :

+ 16 390 475,64 euros de provisions sur titres

- 1 794 786,69 euros de provisions pour risques financiers

La Société a également effectué une revue approfondie de la performance de ses actifs corporels et incorporels et pour ceux présentant un indice de perte de valeur significatif, a procédé à un test de dépréciation afin d'estimer la valeur recouvrable des actifs testés.

Suite à cette analyse, aucune dépréciation d'actifs n'a été comptabilisée sur l'exercice.

Opérations sur le capital

Le 27 mai 2021 HRC a souscrit à une augmentation du Capital de la société SRAM par apport en numéraire de 2 391 000 € se traduisant par l'émission de 2 391 000 actions nouvelles de 1 €.

Le 30 septembre 2021 HRC a souscrit à une augmentation du Capital de la société Concessions Gares France par apport en numéraire de 64 000 000 € se traduisant par l'émission de 160 000 000 actions nouvelles de 0,40 €, immédiatement suivi par une réduction de Capital d'un montant de 64 000 000 € par affectation à un compte de réserve pour perte future.

Cette diminution de Capital a été réalisée par voie d'annulation des 160 000 000 actions nouvellement émises.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Acquisition et cessions de titres

HRC a acquis 490 parts de la société ACTAL SNC pour une valeur de 1€ en date du 31/05/2021 portant sa participation à 100 %.

HRC a cédé 98 parts de la société LOIRETAL SNC pour une valeur de 1 € en date du 31/05/2021 liquidant sa participation dans cette société.

HRC a acquis par voie de fusion-absorption de la société SG2S 2 375 titres de la société SGAR à hauteur de 38 000 €, 2 500 titres de la société SG2P à hauteur de 37 500 € et 2 500 titres de la société ROC France à hauteur de 2 575 267 € en date du 31/12/2020 avec effet rétroactif en date du 1er octobre 2020.

Fusion

La fusion par voie d'absorption de la Société SG2S avec effet rétroactif au 1er octobre 2020 a été acté par la décision de l'associé unique en date du 31 décembre 2020.

la contrepartie de l'Actif net de la société SG2S d'un montant de - 438 701,71 € a été inscrite au compte de "Report à nouveau" conformément au règlement ANC n°2019-06

PGE

Afin de financer les besoins de trésorerie des entités françaises d'Areas, un prêt garanti par l'état (PGE) a été octroyé selon les modalités ci-dessous :

- Montant : 135 millions d'euros
- Date de versement : octobre 2020
- Société emprunteuse : la Société H.R.C
- Sociétés bénéficiaires : l'ensemble des entités françaises d'Areas
- Date d'échéance initiale : 25 octobre 2021. Cette date a été différée, après accord des prêteurs, jusqu'au 23 octobre 2026.
- Frais : honoraires liés à la mise en place du prêt et de la garantie accordée par l'Etat français
- Rémunération : sans intérêts la première année d'utilisation
- Covenant : le groupe Areas devra disposer à la fin de chaque mois d'un montant de trésorerie disponible minimum de 100 millions d'euros.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

PRINCIPES GENERAUX

Les comptes annuels de l'exercice clos au 30 septembre 2021 sont établis conformément au Plan Comptable Général et selon les principes comptables en vigueur.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

COMPARABILITE DES COMPTES ANNUELS

Les principes retenus ainsi que les règles et les méthodes appliquées sont, dans leur ensemble, identiques aux années précédentes et ne font donc pas obstacle à la comparaison d'un exercice sur l'autre des postes du bilan.

METHODES D'EVALUATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- **Immobilisations incorporelles**

La valeur des marques n'est pas amortie. Elle fera l'objet d'une dépréciation dans le cas où leur valeur d'utilité viendrait à être inférieure à leur valeur nette comptable.

Les autres biens incorporels sont amortis linéairement sur les durées suivantes

- Droit à concession : Durée de la concession
- Logiciels.....1 à 5 ans
- Licences.....5 ans

- **Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport. Les frais d'acquisition ne sont pas inclus dans la valeur brute des immobilisations et sont constatés en charge de l'exercice. Elles sont amorties sur leur durée probable d'utilisation selon le mode linéaire.

Si cette durée excède la durée de la concession, la durée d'amortissement est ramenée à la durée de la concession.

En vertu des dispositions contractuelles, les biens peuvent faire l'objet d'un amortissement des valeurs brutes sous déduction de leur valeur de reprise à l'échéance des contrats de concessions.

.Les principales durées d'amortissement retenues sont les suivantes:

- Constructions.....20 ans
- Matériel et outillage.....3 à 10 ans
- Installations générales & agencements.....3 à 10 ans
- Matériel de transport.....3 à 10 ans
- Matériel de bureau & mobilier.....2 à 10 ans

- **Immobilisations financières**

Les titres de participation figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport, hors frais d'acquisition. A la clôture de chaque exercice, la valeur nette comptable des titres de participation est comparée à la valeur d'utilité des participations et donne lieu si nécessaire à la constitution d'une provision pour dépréciation.

La méthode utilisée pour la détermination de la valeur d'utilité des participations fait référence à la quote-part de situation nette détenue ou à l'application de critères de valorisation financière des activités du groupe basés sur les résultats et les cash flows libres futures actualisés.

En complément, dès lors que la situation nette est négative, une provision pour risque financier est comptabilisée dans la limite de la différence entre la situation nette négative et la valorisation de l'entité filiale déterminée par un multiple de l' E.B.E.

- **Stocks**

Les stocks sont comptabilisés à leur coût d'achat. On applique sauf quelques rares exceptions la méthode dite PMP pour les sorties de stocks.

- **Créances et dettes**

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Les créances font l'objet d'une appréciation individuelle qui peut conduire, le cas échéant, à la constitution d'une provision pour dépréciation lorsqu'il existe un risque de non recouvrement.

- **Provisions pour risques et charges**

Une provision pour charges est enregistrée au bilan de la société au titre des engagements de la société en matière d'indemnités de départ en retraite (IFC) et de médailles du travail (Mdt). Ces provisions sont évaluées selon une méthode actuarielle (méthode rétrospective avec salaires de fin de carrière (« Projected Unit Credit Method »), en conformité avec la recommandation de l'Ordre des Experts Comptables n° 1.23 et la recommandation n° 2003-R.02 de l'Autorité des Normes Comptables et de l'avis n°2004-05 du 25 mars 2004 de l'Autorité des Normes Comptables.

Cette méthode consiste à évaluer l'engagement en fonction du salaire projeté en fin de carrière et des droits acquis à la date d'évaluation, déterminés selon les dispositions de la convention collective, de l'accord d'entreprise ou des droits légaux applicables et en vigueur à la date de la clôture. Ces provisions ont été calculées plus particulièrement sur la base d'un taux d'actualisation net de 0.70 % et, pour les IFC, d'un âge de départ en retraite de 62 à 64 ans et d'un mode de départ volontaire.

La provision enregistrée au bilan de la société au titre des indemnités de départ à la retraite et des médailles du travail s'élève à 3 463 530 Euros au 30 septembre 2021.

INTEGRATION FISCALE

A compter du 1^{er} octobre 2019, le résultat de la société est intégré fiscalement dans les comptes de la société FINANCIERE PAX 9-11 allée de l'Arche 92032 Paris La Défense Cedex, visée à l'article 223A du CGI.

La société supporte l'impôt sur son propre résultat fiscal comme si elle avait été imposée distinctement.

IDENTITE DE LA SOCIETE MERE CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIETE

Les comptes de la société sont consolidés, suivant la méthode de l'intégration globale dans les comptes de la société :

PAX Equityco S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

43-45, Allée Scheffer, L - 2520 Luxembourg

B224070

IMMOBILISATIONS

RUBRIQUES	Début d'exercice	Augmentation Acquisitions Apports Vir.poste à poste	Diminution Vir. poste à poste	Diminution Cessions	Fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	67 695 970	67 960	7 740	-57 285 590	10 486 080
Frais d'établissement	0				0
Frais de recherche et développement	0				0
Concessions, brevets et droits similaires	66 486 470	67 960	7 740	-57 276 090	9 286 080
Fonds commercial	1 209 500			-9 500	1 200 000
Autres immobilisations incorporelles	0				0
Avances,acptes/immo. incorporelles	0				0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	194 115 382	10 299 273	-2 037 692	-16 600 384	185 776 580
Terrains	0				0
Constructions	56 678 536	688 230	1 320 672	-5 126 925	53 560 514
Instal. tech., outillage et mat. industriel	29 704 032	2 063 295	814 157	-3 712 350	28 869 133
Matériel de transport	88 380	57 811	10 000		156 191
Autres immobilisations corporelles	97 396 564	4 435 745	5 494 869	-7 654 294	99 672 885
Immobilisations en cours	10 247 869	3 054 192	-9 677 390	-106 816	3 517 856
Avances,acptes/immob. corporelles	0				0
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	141 449 847	69 252 505	0	-16 204	210 686 148
Participations	141 419 028	68 950 768		-1 494	210 368 302
Créances rattachées à des participations	8 498	1 737		-8 498	1 737
Autres titres immobilisées	0				0
Prêts	0				0
Autres immobilisations financières	22 322	300 000		-6 212	316 110
TOTAL GENERAL	403 261 199	79 619 738	-2 029 952	-73 902 178	406 948 807

AMORTISSEMENTS

RUBRIQUES	Début d'exercice	Augmentation Dotations	Fusion Transfert	Diminutions Reprises	Fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	58 874 047	97 137	0	57 285 590	1 685 594
Frais d'établissement	0				0
Frais de recherche et développement	0				0
Concessions, brevets et droits similaires	58 874 047	87 637		57 276 090	1 685 594
Fonds commercial	0	9 500		9 500	0
Autres immobilisations incorporelles	0	0			0
Avances, acomptes sur immobilisations	0				0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	91 027 337	17 173 948	0	16 376 457	91 824 828
Terrains	0				0
Constructions	24 043 212	4 179 368		5 126 925	23 095 656
Installations techniques, outillage et matériel	19 022 287	3 211 099		3 665 418	18 567 968
Matériel de transport	41 995	16 518			58 513
Autres immobilisations corporelles	47 919 843	9 766 963		7 584 114	50 102 692
Immobilisations en cours	0				0
Avances, acomptes sur immobilisations	0				0
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	56 345 879	879 519	2 575 267	17 269 995	42 530 671
Participations	56 345 879	879 519	2 575 267	17 269 995	42 530 671
Créances rattachées à des participations	0				0
Autres titres immobilisées	0				0
Prêts	0				0
Autres immobilisations financières	0				0
TOTAL GENERAL	206 247 263	18 150 605	2 575 267	90 932 042	136 041 093

VENTILATION DES DOTATIONS DE L'EXERCICE			
- calculées selon le mode linéaire	17 271 086	- au résultat d'exploitation	17 252 791
- calculées selon le mode dégressif		- au résultat exceptionnel	18 295
TOTAL	17 271 086	TOTAL	17 271 086

Dans ce tableau ne figurent que les amortissements de la période et les provisions pour dépréciation des immobilisations financières.

Des dépréciations d'immobilisations corporelles et incorporelles ont été comptabilisées à hauteur de 474 801,46 €

Les dépréciations d'immobilisations corporelles et incorporelles s'élèvent à 6 901 053,85 € au 30/09/2021.

FRAIS D'ETABLISSEMENT

ELEMENTS	Valeur brute	Valeur nette	Durée d'amort.
Frais de constitution	NEANT		
Frais de premier établissement			
Frais d'augmentation de capital			
TOTAL			

ELEMENTS CONSTITUTIFS DU FONDS COMMERCIAL

ELEMENTS	Valeur brute	Valeur nette	Durée d'amort.
Fonds commerciaux achetés sans protection juridique :	1 200 000	113 084	
- Mali de Fusion			
-			
Fonds commerciaux achetés avec protection juridique :			
-			
-			
-			
Fonds commerciaux reçus en apport :			
-			
-			
-			
TOTAL	1 200 000	113 084	

STOCKS

ELEMENTS	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Matières premières, approvisionnements	1 220 582		1 220 582
Marchandises	1 020 815		1 020 815
TOTAL	2 241 397	0	2 241 397

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DETTES

ETAT DES CREANCES	Montant brut	à 1an au plus	à plus d' 1 an
Créances rattachées à des participations	1 737	1 737	
Prêts		0	
Autres immobilisations financières	316 110	316 110	
Clients douteux ou litigieux	13 595	13 595	
Autres créances clients	2 229 149	2 229 149	
Personnel et comptes rattachés	20 120	20 120	
Sécurité sociale et organismes sociaux	544 122	544 122	
Etat : impôts sur les bénéfices	2 512 999	2 512 999	
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	2 630 948	2 630 948	
Etat : autres impôts, taxes assimilées	493 933	493 933	
Etat : créances diverses	1 092	1 092	
Groupe et associés	3 356 261	3 356 261	
Débiteurs divers	411 171	411 171	
Charges constatées d'avance	197 965	197 965	
TOTAL GENERAL	12 729 200	12 729 200	0

ETAT DES DETTES	Montant brut	à 1an au plus	plus d' 1an, 5ans au plus	à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des étab. de crédit	137 749 308	2 749 308		135 000 000
Emprunts et dettes financières divers	675 000	675 000		
Fournisseurs et comptes rattachés	13 974 664	13 974 664		
Personnel et comptes rattachés	8 055 889	8 055 889		
Sécurité sociale et organismes sociaux	9 162 254	5 322 345	3 839 910	
Etat : impôts sur les bénéfices		0		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	345 813	345 813		
Etat : autres impôts, taxes assimilées	1 138 788	1 138 788		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 778 088	4 778 088		
Groupe et associés	81 660 970	81 660 970		
Autres dettes	1 021 747	1 021 747		
Produits constatés d'avance		0		
TOTAL GENERAL	258 562 522	119 722 613	3 839 910	135 000 000

MONTANTS DES CREANCES ET DETTES REPRESENTES PAR DES EFFETS DE COMMERCE

POSTES DU BILAN CONCERNES	CREANCES	DETTE
Créances clients et comptes rattachés	NEANT	
TOTAL EFFETS A RECEVOIR		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
TOTAL EFFETS A PAYER		

PRODUITS A RECEVOIR

PRODUITS A RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	459 283
Autres créances	2 197 358
TOTAL	2 656 641

CHARGES A PAYER

CHARGES A PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 244 375
Emprunts et dettes financières divers	675 000
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 660 771
Dettes fiscales et sociales	8 248 415
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	3 810 237
Autres dettes	2 196
TOTAL	23 640 993

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

NATURE	CHARGES	PRODUITS
Charges et produits d'exploitation	150 947	
Charges et produits financiers	47 018	
Charges et produits exceptionnels		
TOTAL	197 965	0

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

CATEGORIES DE TITRES	NOMBRE DE TITRES			VALEUR NOMINALE
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'ex.	remboursés pendant l'ex.	
Parts sociales	246 998			21,50
Actions ordinaires				
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire				
Actions préférentielles				
TOTAL	246 998	0	0	

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

RUBRIQUE CONCERNEE	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat N-1	Résultat N / apport fusion	A la clôture de l'exercice
Capital social	5 310 457			5 310 457
Primes liées au capital	47 284 152	-37 284 014		10 000 138
Réserves	2 871 209			2 871 209
Autres Réserves	41 000 006	-41 000 006		0
Report à nouveau	4		-483 702	-483 698
Résultat de l'exercice	-78 284 019	78 284 019	-8 634 118	-8 634 118
Subventions d'investissement	1 858 810		-221 880	1 636 930
Provisions réglementées	0			0
CAPITAUX PROPRES AVANT REPARTITION	20 040 618	0	-9 339 699	10 700 919

Dividendes distribués au cours de l'exercice :

0

Résultat de l'exercice précédent pris en compte par l'associé :

SITUATIONS FISCALES DIFFEREE ET LATENTE

NATURE DES DIFFERENCES TEMPORAIRES	Montant
Provisions réglementées	
Autres produits non taxables temporairement	
TOTAL ACCROISSEMENTS DE LA DETTE FUTURE D'IMPOT (1)	0
Provisions non déductibles l'année de comptabilisation	
Autres charges non déductibles temporairement (à détailler):	11 702 787
Contribution Sociale de Solidarité	96 630
Congés payés	
Participation des salariés	
Autres	11 606 157
TOTAL ALLEGEMENTS DE LA DETTE FUTURE D'IMPOT (2)	11 702 787
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE (1) - (2)	-11 702 787
Déficits fiscaux reportables	34 408 988
Moins-values à long terme	42 530 671
SITUATION FISCALE LATENTE NETTE	76 939 659

ETAT DES PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

RUBRIQUES	Début d'exercice	Dotations Apports	Fusion Apports	Reprises sans objet	Utilisations	Fin d'exercice
PROVISIONS REGLEMENTEES (1)						0
Provisions pour litiges	104 110	13 000		25 330	68 777	23 003
Provisions pour garanties clients	0					0
Provisions pertes marchés à terme	0					0
Provisions pour amendes et pénalités	0					0
Provisions pour pertes de change	0					0
Provisions pensions, obligations similaires.	3 344 354	378 026		258 850		3 463 530
Provisions pour impôts	0					0
Provisions pour renouvellement immo.	0					0
Provisions pour grosses réparations	0					0
Provisions charges s/congés à payer	0					0
Autres provisions pour risques et charges (1)	3 223 677	3 720 358	4 103 210	1 905 306	113 317	9 028 622
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	6 672 140	4 111 384	4 103 210	2 189 487	182 094	12 515 154
Provisions pour dépréciation des immo. incorporelles	6 388 712	507 704		9 500		6 886 916
Provisions pour dépréciation des immo. corporelles	37 540	5 052		28 455		14 138
Provisions pour dépréciation des titres de participation	56 345 879	879 519	2 575 267	17 269 995		42 530 671
Provisions pour dépréciation des autres immo. financ.	0					0
Provisions pour dépréciation des stocks	0					0
Provisions pour dépréciation des comptes clients	226 197	298 202		75 199		449 199
Autres provisions pour dépréciation	0					0
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	62 998 328	1 690 477	2 575 267	17 383 149	0	49 880 924
TOTAL GENERAL	69 670 469	5 801 862	6 678 477	19 572 636	182 094	62 396 078
Dotations et reprises d'exploitation		762 086		246 063	182 094	
Dotations et reprises financières		4 430 898		18 997 445		
Dotations et reprises exceptionnelles		608 878		329 128		
TOTAL DOTATIONS ET REPRISES DE PROVISIONS		5 801 862		19 572 636	182 094	

(1) Dont en fin d'exercice provision pour situation nette négative (8 751 323,64 €) et provision pour désamiantage (175 298 €).

VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

VENTILATION PAR SECTEUR D'ACTIVITE	EXERCICE	
	N	N - 1
Restauration	63 515 485	78 750 085
Boutique	18 191 454	16 431 393
Hebergement	759 899	1 544 605
Autres ventes	87 501	89 039
Commissions	5 070 859	4 980 110
Ventes annexes	1 463 993	1 404 175
Autres	4 996 382	5 770 875
CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL PAR SECTEUR D'ACTIVITE	94 085 573	108 970 282

VENTILATION PAR MARCHE GEOGRAPHIQUE	EXERCICE	
	N	N - 1
Chiffre d'affaires réalisé en France	94 085 573	108 970 282
Chiffre d'affaires réalisé à l'exportation		
CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL PAR MARCHE GEOGRAPHIQUE	94 085 573	108 970 282

PLUS ET MOINS-VALUES SUR CESSIONS COURANTES D'IMMOBILISATIONS

Les plus et moins-values de l'exercice sur cessions courantes d'immobilisations corporelles, classées dans le résultat exceptionnel, s'élèvent à : 3 738,57 €

VENTILATION DE L'IMPOT SUR LES BENEFICES

NATURE DU RESULTAT	EXERCICE N			EXERCICE N-1
	Avant impôt	Impôt	Après impôt	Après impôt
Résultat courant	-8 861 681		-8 861 681	-77 749 270
Résultat exceptionnel	222 815		222 815	-542 536
Impact Credit impôt (Produit à recevoir)			0	0
Impact participation des balances N-1		0	0	0
Impact Déficit antérieur			0	0
Impact Crédit d'impôt Mécenat		-4 748	4 748	7 787
Impact Déficit fiscal de la société tupée			0	0
Impact Contribution additionnelle 3,3%			0	0
Impact imputation intérêts différés des exercices			0	0
RESULTAT NET COMPTABLE	-8 638 866	-4 748	-8 634 117	-78 284 019

Le taux d'imposition est de 28% jusqu'à 500 000 € et 33,33% au-delà

VENTILATION DE L'EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE

CATEGORIE	EXERCICE N			EXERCICE N-1 Total
	Effectif salarié	Effectif mis à la dispo. de l'entreprise	Total	
Cadres	44		44	49
Employés et agents de maîtrise	1 308		1 308	1 475
Ouvriers			0	0
TOTAL EFFECTIF MOYEN	1 352	0	1 352	1 524

PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

ELEMENTS	EXERCICE	
	N	N - 1
- Sur opération de gestion	333 460	252 124
- Cession immobilisations	223 460	1 766 787
- QP de subvention virée au compte de résultat	221 880	221 880
- Reprise provision (mise au rebut, titres,risques et charges)	329 128	36 021
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 107 928	2 276 812

ELEMENTS	EXERCICE	
	N	N - 1
- Sur opération de gestion	32 518	250 461
- Cession immobilisations	225 421	1 726 838
- Dotation provision (mise au rebut, titres,risques et charges)	627 173	842 049
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	885 112	2 819 348

AVANTAGES, CREDITS, REMUNERATIONS ALLOUEES AUX ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

NEANT

ENGAGEMENTS FINANCIERS DONNES ET RECUS

ENGAGEMENTS DONNES	AU PROFIT DE					TOTAL
	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres ent. liées	Autres	
Cautions sur marchés						0
Autres avals et cautions						0
Effets escomptés et non échus						0
Passifs des filiales sous forme de SNC						0
Engagements en matière de pensions, retraites et indemnités assimilées						0
Nantissement de 1er rang (1)					Voir détail	0
TOTAL ENGAGEMENTS DONNES	0	0	0	0	0	0

ENGAGEMENTS RECUS	ACCORDES PAR					TOTAL
	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres ent. liées	Autres	
Avals, cautions et garanties (2)					15 811 000	15 811 000
Autres engagements reçus						0
TOTAL ENGAGEMENTS RECUS	0	0	0	0	15 811 000	15 811 000

(1) Nantissement de 1er rang de comptes de titres financiers des filiale ACTAIR et CONCESSIONS GARES France aux profit de plusieurs bénéficiaires, en garantie du paiement et remboursement de l'intégralité des obligations garanties (soit 150 MF au titre du crédit d'acquisition, 125 M€ au titre du credit revolving et toutes les sommes dues au titre de tout crédit supplémentaire pour chacune des sociétés ACTAIR et CONCESSIONS GARES France)

(2) Le CIC s'est porté caution solidaire au profit de HRC dans le cadre d'une garantie d'exécution de contrat ASF sur les aires des Landes Nord, de Poitou Charente Nord et de Saint Rambert Ouest.

Le CIC s'est porté caution solidaire au profit de HRC dans le cadre d'une garantie de remboursement APPR sur les aires de la Chaponne, de Lyon Dagneux, de la Ferté, de Toul Dommartin, de Chateaufvillain et de Macon Saint Albain. Le CIC s'est porté caution solidaire au profit de HRC dans le cadre d'une garantie de remboursement SANEF sur les aires d'Assevillers Est et Ouest.

Le CIC s'est porté caution solidaire au profit de HRC dans le cadre d'une garantie d'exécution de contrat Mac Donald's sur les aires ou se situent un restaurant aux enseignes du bénéficiaire .

Altradius s'est porté caution solidaire au profit de HRC dans le cadre d'une garantie d'exécution de contrat SAPN sur l'aire de Bosgouet Sud et de Bolleville.

Altradius s'est porté caution solidaire au profit de HRC dans le cadre d'une garantie d'exécution de contrat Cofiroute sur les aires de Bourges Marmagne, de Poitiers Chincé, de Ferté Saint Aubin, de St Denis d'Orques, d'Orléans Gidy, de Chatellerault Antran, de Bourges St Thorette, de Blois Ménard, de Sargues Le mans Sud, de Limours Janvry, de Orléans Saran et de Brou Dampierre.

Altradius s'est porté caution solidaire au profit de HRC dans le cadre d'une garantie d'exécution de contrat ASF sur les aires de Tavel Nord, de St Rambert d'Albon Est, de St Léger Ouest et de Haut Forez Sud.

Altradius s'est porté caution solidaire au profit de HRC dans le cadre d'une garantie d'exécution de contrat APRR sur les aires du Poulet de Bresse, des Chères Est et Ouest, de Gevrey Est, et de Bourg Jasseron.

Le LCL s'est porté caution solidaire au profit de HRC dans le cadre d'une garantie de travaux ASF sur l'aire de Mornas.

Le LCL s'est porté caution solidaire au profit de HRC dans le cadre d'une garantie d'exploitation ASF sur les aires de Lançon et de Mornas.

La DEUTSCHE BANK s'est porté caution solidaire au profit de HRC dans le cadre d'une garantie d'exécution de contrat SAPN sur l'aire de Vironvay Nord.

La DEUTSCHE BANK s'est porté caution solidaire au profit de HRC dans le cadre d'une garantie d'exécution de contrat SANEF sur l'aire d'Urvillers.

La DEUTSCHE BANK s'est porté caution solidaire au profit de HRC dans le cadre d'une garantie d'exécution de contrat ASF sur l'aire du Manoire.

AREAS Worlwide s'est porté caution solidaire au profit de HRC dans le cadre d'une garantie société Mère-Filiale.

DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES

POSTE DU BILAN CONCERNE	Montant des dettes garanties	Montant des sûretés
Emprunts obligataires convertibles	NEANT	
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Dettes non financières		
TOTAL		

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Compte tenu de l'évolution de la crise sanitaire décrite précédemment, depuis la clôture de l'exercice au 30 septembre 2021, la plupart des gouvernements ont adapté en permanence les mesures restrictives pour contenir le niveau de propagation du virus.

Ces événements ne remettent pas en cause à ce stade les appréciations du Groupe et de la Société concernant la continuité d'exploitation et la valorisation des actifs telles que décrites ci-dessus.

Le 30 novembre 2021 l'associé unique AREAS WORLDWIDE a souscrit à une augmentation du Capital de la société HRC par apport en numéraire de 30 000 025 € se traduisant par l'émission de 1 395 350 actions nouvelles de 21,5 €, immédiatement suivi par une réduction de Capital d'un montant de 30 000 025 € par apurement du Report à nouveau débiteur.

Cette diminution de Capital a été réalisée par voie d'annulation des 1 395 350 actions nouvellement émises.

TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

FILIALES ET PARTICIPATIONS	Capital	Capitaux propres	Quote-part de capital détenue (en %)	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société	Cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires HT du dernier exercice clos	Bénéfice ou perte du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'ex.
				Brute	Nette					
I - Renseignements détaillés (Titres représentant plus de 1% du capital de HRC)										
A - Filiales (50% au moins du capital détenu par la société)										
ACTAIR SAS	80 000	6 861 446	100,00%	34 380 520	34 380 520				-81 662	
CONCESSIONS GARES France SAS	2 831 112	17 421 332	100,00%	158 917 505	130 736 505			76 867 770	20 610 431	
SLRH SAS	625 000	-324 428	100,00%	2 582 500	0			727 468	-293 208	
SRAM SA	2 431 000	2 569 866	100,00%	2 645 079	2 645 079			4 768 677	134 288	
ORLY 4 RESTAURATION SNC	375 000	-938 184	100,00%	9 183 487	0			5 393 619	-1 817 693	
ROC SAS	40 000	-6 390 063	100,00%	2 575 267	0			31 323 084	-2 286 853	
B - Participations (10 à 50% du capital détenu par la société)										
II - Renseignements globaux (Titres représentant moins de 1% du capital de HRC)										
A - Filiales non reprises au paragraphe I										
B - Participations non reprises au paragraphe I										
C - Participations (Moins de 10 % du capital détenu par la société)										
				83 292	75 501			20 309 978	-1 164 123	0
				0	0			0	0	0
				651	26			32 063 760	5 556 111	8 498
TOTAL GENERAL				210 368 302	167 837 631	0	0	171 454 355	20 657 291	8 498